

Défendre et promouvoir l'agriculture familiale

Ce secteur est créateur d'emplois et garantit la sécurité alimentaire.

Les Nations unies ont déclaré 2014 « Année internationale de l'agriculture familiale ». C'est l'occasion de grandes mobilisations pour les organisations paysannes, notamment en Afrique de l'Ouest, afin de faire reconnaître l'efficacité économique globale de ce secteur. En effet, les politiques publiques lui sont peu favorables bien qu'il fournisse 70 à 80 % de l'alimentation consommée dans la sous-région et emploie 60 % de la population active. Dans la publication spécialisée *Le Déméter* 2014, Nicolas Bricas du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) montre que, si les villes dépendent des importations pour la couverture de 30 % des aliments de base, leurs marchés sont un moteur du développement de l'agriculture locale. Exemple parmi d'autres, l'ONG béninoise Hortitechs a développé en 2008, dans un contexte marqué par les émeutes de la faim, la commercialisation en circuits courts de légumes produits en agroécologie.

Commencée avec 3 agriculteurs livrant 45 familles, l'expérience est désormais en essor : un contrat entre 42 agriculteurs et 350 familles de consommateurs permet un préfinancement de la campagne agricole. Chaque semaine, 2 tonnes de fruits et légumes sont commercialisées. Six emplois ont été créés dans la distribution. Et le réseau s'étend, mobilise les collectivités territoriales et les services de l'État, tout en essaimant au Togo. D'ici à trois ans, il accueillera 450 producteurs et une centaine de transformateurs. L'offre augmente et se diversifie (viande, céréales) pour approvisionner des cantines scolaires et plus de 1 000 familles de consommateurs dans cinq villes.

Bien que modeste, ce laboratoire de dynamisation de l'économie locale témoigne de la capacité à nourrir les villes dès lors que sont surmontés les obstacles de commercialisation et d'accès au financement. D'autre part, il met en œuvre un modèle agricole d'avenir, productif, résilient aux changements climatiques, peu dépendant de l'énergie fossile, respectueux de l'environnement et créateur d'emplois.

Pour faire reconnaître leur rôle d'acteurs de la sécurité alimentaire, les organisations paysannes sont engagées dans des actions de plaidoyer auprès des décideurs. Le cas guinéen est connu : les cultivateurs de pomme de terre ont obtenu du gouvernement le blocage des importations à bas prix pendant la période de disponibilité de la production locale. Une décennie plus tard, le pays est autosuffisant et la « Belle de Guinée », un produit de consommation de masse.

Le secteur agricole familial doit donc influencer sur la prise de décision politique. Ainsi, le Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest (Roppa) appelle au respect des accords de Maputo (les gouvernements se sont engagés en 2003 à consacrer 10 % de leur budget national à l'agriculture), à l'accélération de la création du marché régional et à l'adoption par les pays de la Cedeao d'un tarif extérieur commun régional d'au moins

50 % pour protéger l'agriculture vivrière. Dans son rapport de 2013, la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) confirme l'importance de l'agriculture familiale en faisant état d'un consensus scientifique qui émerge : petits producteurs et systèmes alimentaires locaux durables détiennent la solution aux problèmes de baisse de la productivité agricole, de conservation des ressources et de lutte contre le changement climatique. □



par **Isabelle Duquesne**

Responsable du programme Agriculture et Alimentation du Comité français pour la solidarité internationale.
www.cfsi.asso.fr